

# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

## AVIS.

Nous avons pris des mesures pour que le journal soit régulièrement distribué le dimanche matin, de 6 heures à 8 heures.

Tout abonné qui ne recevra pas exactement son numéro avant 9 heures, est instamment prié de nous adresser une réclamation.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal :

Rue Coquillière, 15, rue Notre-Dame-des-Victoires, 16.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

**SOMMAIRE :** Les élections prochaines. — Achèvement du Louvre : travaux pour les associations d'ouvriers. — Question des octrois. — Modifications au régime hypothécaire et au Code de procédure. — Semaine parlementaire. — Banquets. Equilibre de population Malthus. — Nouveau procédé de panification. — Poésies populaires : le chant du travailleur anglais. — Feuilleton : Histoire des armées. L'âge de fer. L'arc, la flèche.

## LES ÉLECTIONS DE LA LÉGISLATIVE.

La loi électorale sera votée avant le 10 de ce mois. La promulgation de cette loi, la confection et la publication des listes électorales exigent un délai de cinquante jours, à dater du 8 ou du 10 mars. Par conséquent, les nouvelles élections auront lieu vers le commencement de mai, et l'Assemblée législative pourra être convoquée le 20 ou le 25 du même mois.

Soixante jours nous séparent donc encore de la grande bataille électorale. C'est plus de temps qu'il n'en faut en ce pays pour préparer les esprits et pour organiser la victoire.

La victoire n'est qu'une question de discipline pour ceux qui ont le nombre. Ceux de la République démocratique et sociale n'ont pas seulement pour eux le nombre : ils ont encore l'idée, le droit, et le courant de la Révolution. Chaque jour la vieillesse et la mort font dans le camp du privilège des vides qui ne se combleront pas, pendant que tout ce qui naît à la vie politique s'enrôle sous le drapeau de la démocratie. Restons unis, et la victoire ne désertera plus ce drapeau. Restons unis, car l'enjeu de la bataille vaut, cette fois, qu'on se le dispute ; il s'agit tout simplement de vérifier la prophétie du capitif de Sainte-Hélène, de savoir si, avant peu, l'Europe sera républicaine ou cosaque.

Le plus mémorable exemple de la puissance de la discipline, en matière d'élection, nous a été offert en septembre dernier par les démocrates socialistes de Paris. En ce temps-là, les ennemis de la Révolution étaient encore ivres de la fumée de la récente victoire de l'ordre. Ils disaient la République enterrée sous les ruines de juin. Parmi les vainqueurs de février, les plus ardents avaient péri, avaient fui, d'autres étaient emprisonnés, transportés ; l'état de siège comprimait toute manifestation ; la terreur réactionnaire était à l'ordre du jour. Le parti triomphant ne semblait même pas admettre que le parti vaincu osât rentrer en lutte avec lui sur

le terrain électoral. Et néanmoins, le jour du vote venu, les démocrates socialistes de toutes nuances, ralliés en un faisceau unique d'opinion par l'étendue de la nécessité, firent sortir de l'urne le nom significatif de Raspail, et le juif Fould ne l'emporta que de quelques milliers de voix sur le second des candidats de la Révolution. Que cet exemple nous serve ! Si nous avons pu vaincre en ce temps-là, quand ne vaincrons-nous pas !

La presse démocratique et sociale de Paris a compris la leçon. Elle ne se borne pas à démontrer chaque jour aux fils nombreux de la grande famille révolutionnaire la nécessité de l'union et de la discipline devant l'ennemi. La presse démocratique prêche d'exemple. Elle a fait taire toutes ses querelles, ses rivalités d'amour-propre, ses dissidences de secte devant l'intérêt supérieur du moment, l'intérêt de la République. Elle a fait trêve à ses dissensions intestines, ajourné à trois mois les polémiques irritantes, et convié tous les organes de l'opinion démocratique sociale à s'entendre sur la rédaction d'un programme électoral de nature à rallier à la cause de la Révolution tous les esprits intelligents, tous les hommes sincères des divers partis. Les journaux convoqués ont unanimement répondu à l'appel et se sont ralliés d'enthousiasme à la proposition. Ont adhéré : la *République*, la *Réforme*, le *Peuple*, la *Démocratie pacifique*, la *Révolution démocratique et sociale*, la *Vraie République*, le *Travail affranchi*, le *Défenseur du Peuple*. Une commission, qui prend le titre de : Commission permanente de la presse démocratique et sociale, s'est immédiatement formée dans le sein de la réunion. Cette commission a nommé une sous-commission chargée de rédiger le programme, une autre chargée de s'entendre avec tous les comités électoraux de Paris et de la province pour la direction à imprimer aux opérations électorales. Chacune de ces sous-commissions s'est mise, sans perdre de temps, à l'œuvre. Nous publierons dans notre prochain numéro le programme électoral de la presse démocratique et sociale. L'accueil enthousiaste fait à toutes les propositions de fusion et de paix par les divers éléments du parti socialiste est un présage heureux qui doit nous faire augurer favorablement des élections prochaines. La troisième restauration de la monarchie légitime n'est pas aussi voisine de 1849 que le pensaient, il y a six semaines, quelques écervelés de ce parti incorrigible des blancs.

De l'union et de la sagesse, et nous sommes sûrs de vaincre, parce que, encore une fois, le droit et la raison sont pour nous.

Le programme de la démocratie, pour rallier les suffrages de l'immense majorité des travailleurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, doit se borner à répondre aux exigences du moment, sans empiéter sur l'avenir. A chaque temps son œuvre.

Pour n'éloigner de nous personne, pour ne pas effaroucher les bons vouloirs timides, nous ne réclamons pour aujourd'hui que l'application des réformes devenues mûres. L'expérience, en effet, nous a démontré plus d'une fois que le moyen d'obtenir le plus était de demander le moins.

Notre vœu serait que les élections de la Législative se fissent principalement au nom des réformes financières et sous l'influence exclusive des pures questions d'impôt et de travail, parce que nous savons que ces questions de travail et d'impôt renferment tout. Mais il n'est pas loisible à ce pays de s'isoler des choses de l'extérieur pour se renfermer dans le cercle de ses intérêts nationaux. La politique du chacun chez soi n'est pas faite pour la France.

Or, une éventualité sinistre plane sur ces élections de la Législative. Il s'agit de savoir si la contre-Révolution qui s'avance vers nos frontières, armée de toutes les forces de l'absolutisme, aura renversé avant deux mois tous les obstacles qui la séparent de nous.

Il s'agit de savoir si, comme le parti de l'étranger l'espère, l'autocrate victorieux ne tiendra pas à exercer aussi son influence sur les élections de la Législative française. Il est évident qu'alors notre style, comme le programme de la démocratie, changerait.

A. T.

De lui-même, le peuple veut toujours le bien ; mais, de lui-même, il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite ; mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé.

ROUSSEAU.

## ACHÈVEMENT DU LOUVRE.

*Travaux pour les associations d'ouvriers.*

Aux termes de la Constitution, la société encourage les associations volontaires.

Le meilleur moyen d'encourager les associations, c'est de leur donner du travail ; c'est aussi le plus économique.

Une admirable occasion se présente pour le gouvernement et pour l'Assemblée de tenir les promesses de la Constitution : C'est l'achèvement du Louvre. Il y a là des travaux pour tous les corps d'état du bâtiment, des travaux qui dureront plusieurs années.

Nous avons vu avec regret un ministre de la République procéder comme les ministres de la royauté, proposer de mettre ces immenses travaux en adjudication, et par là ouvrir libre carrière aux scandales qui ont déshonoré les derniers temps de la monarchie.

Le système des adjudications publiques a donné lieu à des abus sans nombre, à la corruption, à la fraude, aux pots de vin, à la spéculation, aux excès du marchandage. La corruption est descendue du premier au dernier degré de l'échelle, du ministre jusqu'au tâcheron, pour remonter du simple goujat jusqu'au ministre. Ce système est désormais jugé ; il devrait être condamné sans retour.

Le rabais qu'on attend des adjudications est presque toujours illusoire ; car la préte due concurrence des entrepreneurs est rarement sérieuse, du moins, dans toutes les affaires où il s'agit de millions.

Voici comment les choses se passent d'ordinaire :



Aussitôt qu'une adjudication importante est annoncée, les grands entrepreneurs qui ont un cercle spécial, une espèce de bourse, s'entendent et se concertent, débattent, puis arrêtent les conditions du marché. Le chiffre de la soumission une fois arrêté d'un commun accord, l'enchère est ouverte pour les pots de vin, et l'entreprise abandonnée à celui qui promet à ses compères les plus beaux avantages, qui met le plus haut prix à la neutralité de ses concurrents.

De la sorte, les bénéfices présumés de l'opération sont calculés d'avance et partagés par anticipation, puis les concurrents désintéressés s'engagent à tous soumissionner au-dessus du prix convenu, à montrer même leurs soumissions avant de les déposer. Tant mieux pour l'adjudicataire s'il est assez habile pour trouver moyen de tirer encore du suc de l'orange déjà pressée; tant pis pour lui s'il n'a que l'écorce, s'il a fait une mauvaise spéculation. — Les petits entrepreneurs, qui seraient hors d'état de fournir le cautionnement exigé, ne sont point considérés comme des concurrents sérieux, dès-lors sont repoussés de la coalition et ne participent point dans les bénéfices.

Quand vient le jour de l'adjudication publique, chacun des entrepreneurs désintéressés tient parole, montre à l'adjudicataire convenue sa soumission, laquelle est toujours portée au-dessus du chiffre arrêté, puis va solennellement déposer pour la forme son billet cacheté entre les mains du fonctionnaire qui préside gravement à cette comédie.

L'adjudication est définitivement prononcée, l'entrepreneur favorisé distribue à ses complices le pot de vin stipulé; la responsabilité des agents de l'Etat est couverte par les formalités légales; tout s'est passé selon les règles.

Voilà les garanties que présente le système des adjudications.

Quand un grand entrepreneur s'est rendu adjudicataire de travaux importants, il voit venir à lui les marchands ou les entrepreneurs en sous-œuvre qui n'ont pu concourir, parce qu'ils ne sont pas assez riches pour se charger d'une affaire aussi considérable et pour déposer le cautionnement exigé par le cahier des charges. Ces marchands offrent de sous-traiter au rabais pour tout ce qui concerne leur état : ce sont des maîtres-maçons, charpentiers, menuisiers, serruriers, peintres, couvreurs, etc., qui prennent à forfait la maçonnerie, la charpente, la menuiserie, la serrurerie, la peinture, etc., en acceptant toutes les conditions du cahier des charges à leurs risques et périls, et en garantissant, en outre, à l'adjudicataire principal, un profit net de tant pour cent.

Puis le maître maçon, le maître charpentier ou menuisier, à leur tour, sous-traitent à de pareilles conditions avec des marchands de second ordre, qui se chargent d'exploiter directement les ouvriers, de prélever sur le travail le tribut qu'ils sont forcés de payer au capital.

Ainsi, l'adjudicataire principal désintéresse ses compétiteurs, achète leur neutralité, et fait payer au marchand en premier : 1° tous les frais qu'il a subis; 2° un bénéfice net. Le marchand en premier se récupère à son tour, avec un profit en sus, sur le marchand en second, qui se rattrape sur les ouvriers et sur la mauvaise qualité de l'ouvrage exécuté et des matériaux fournis.

En résumé, l'Etat, d'une part, le simple ouvrier, de l'autre, supportent les frais de ces spéculations illégitimes, le poids de toutes ces charges accumulées.

On fraude l'Etat, en éludant les clauses du cahier des charges, en trompant sur la quantité et sur la qualité des matériaux, sur les façons et sur le fini de l'ouvrage.

On exploite l'ouvrier, en mettant le salaire au rabais, en donnant le travail à la tâche et à la sous-enchère, en spéculant sur sa nourriture, et même sur ses défauts et sur ses vices.

Les derniers marchands ou tâcherons, qui qu'ils fassent, ne peuvent cependant abaisser le prix de la main-d'œuvre au-dessous d'un certain taux. Quand ils ne peuvent plus spéculer sur le travail proprement dit, ils spéculent sur le travailleur. — Voici comment :

Ces tâcherons tiennent hôtel garni et cabaret; ils sont logeurs, traiteurs, marchands de vins.... Ils exercent une foule d'industries. Maîtres des travaux, ils n'emploient ou n'embauchent que les ouvriers qui consentent à loger chez eux, à y prendre leurs repas, à y dépenser leurs salaires. Ils recrutent donc exclusivement des ouvriers nomades, des Normands ou des Limousins, des célibataires, et de préférence les mauvais sujets et les ivrognes, les mauvais ouvriers, parce qu'ils les paient moins cher d'abord, parce qu'ils les paient en fournitures, en aliments et en liquides frolatés, en débauches, en orgies, en hardes et vieux vêtements, en un mot, en objets qui donnent matière à un trafic honteux, à des profits ignobles.

De là, il résulte que les ouvriers sédentaires, les ouvriers rangés qui n'aiment point à fréquenter les cabarets, les tripots et les mauvais lieux; les pères de famille qui ne logent, ne mangent ni ne boivent chez les tâcherons, sont repoussés des chantiers, ne trouvent pas d'ouvrage, sont réduits à la misère. Les mauvais ouvriers, au contraire, les mauvais sujets, les viveurs et les fricoteurs qui dépensent tout ce qu'ils gagnent et même plus qu'ils ne gagnent, obtiennent partout la préférence, trouvent toujours dans le tâcheron un employeur empressé et un usurier complaisant, etc. — De là résultent, à une saison donnée, ces invasions d'ouvriers nomades qui viennent enlever le travail aux ouvriers sédentaires et pères de famille; de là résultent la dépréciation du prix de la main-d'œuvre, la misère et la démoralisation des travailleurs.

Quand un ouvrier est sous la griffe du tâcheron, il est comme la malheureuse fille de joie sous les griffes de la proxénète, toujours endetté par suite de la débauche, toujours tenu par la chaîne du livret; il est comme le remplaçant dans les griffes du raccoleur, comme le fils de famille dans la griffe de l'usurier, comme l'alouette dans les serres de l'oiseau de proie.

Je ne parle pas de la dépendance du tâcheron vis-à-vis des marchands de haut et bas étage, de la dépendance de ceux-ci vis-à-vis des entrepreneurs, maîtres de tous les travaux et de tous les chantiers; je ne parle pas même des conditions que les ouvriers honnêtes sont tenus de subir pour trouver de l'emploi, des cadeaux à faire à l'appareilleuse, etc.; je ne parle pas davantage de l'arrogance et de l'insolente tyrannie de ceux qui commandent, de la servitude et de la bassesse obligée de ceux qui doivent obéir, des exclusions brutales, des passe-droits, enfin de tous ces scandales que provoquent à chaque instant des rixes dans les chantiers, des grèves tumultueuses, des suspensions de travaux sur tous les points, puis des collisions et des émeutes...

En définitive, le système des adjudications a produit des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on attendait. L'Etat paie fort cher des travaux mal exécutés; les ouvriers sont misérables, et les spéculateurs font des fortunes scandaleuses, ou se ruinent quand ils ne peuvent exercer la corruption sur ceux qui sont chargés de contrôler leurs actes et d'agréer leurs travaux.

Les fortifications de Paris ont mis en évidence les inconvénients, les scandales des adjudications publiques, et les avantages positifs de la mise en régie ou de l'exploitation directe.

On a vu des entrepreneurs ruinés pour avoir voulu pratiquer leurs manœuvres ordinaires, ruinés pour avoir cru qu'ils pourraient taire les clauses du cahier des charges, selon leur habitude ruinés pour avoir rencontré dans le 1 officiers et dans les soldats du génie une probité

inflexible; ruinés pour avoir été contraints de remplir leurs engagements. L'Etat a été obligé d'annuler une partie des marchés pour ne pas réduire à la dernière extrémité ces spéculateurs sans conscience, obligé de mettre la plupart des travaux en régie; et la régie a produit d'excellents résultats, et sous le rapport des économies réalisées, et sous le rapport de la parfaite exécution des travaux.

Il faut prohiber la spéculation et le marchandage, les pots de vin et la corruption; il faut mettre un terme à l'exploitation des ouvriers.

Si nous avions un corps du génie civil comme nous avons le génie militaire; si on avait su organiser autre chose que la guerre et la destruction, on pourrait aussi mettre l'achèvement du Louvre en régie, confier la direction aux architectes et aux ingénieurs, la surveillance aux conducteurs des ponts-et-chaussées, et les travaux de main-d'œuvre aux corporations d'ouvriers associés. Pourquoi ne pas essayer de ce système? Les architectes peuvent bien veiller à l'exécution de leurs plans; on trouvera bien dans les conducteurs et piqueurs des ponts-et-chaussées d'excellents chefs d'atelier, parmi les ouvriers des contre-maîtres très capables et habitués à diriger et à commander.

Les ouvriers travailleraient directement pour le compte de l'Etat, seraient payés à la journée ou à la tâche, selon les usages, et le prix des tâches et des journées serait ce qu'il est dans les chantiers, pour les simples manœuvres, pour les apprentis, pour les compagnons. Ce prix serait arrêté par le ministre, sur le rapport contradictoire des architectes et des ingénieurs.

Le salaire payé dans les chantiers de l'Etat servirait de régulateur pour tous les ateliers de l'industrie privée, et ce serait déjà là un immense avantage, et pour les ouvriers, et pour les entrepreneurs eux-mêmes.

Par ce système de régie, on pourrait d'abord économiser tous les bénéfices de l'entrepreneur général, abandonner aux ouvriers les profits des marchands et des tâcherons; on pourrait, en outre, accorder des primes au zèle, à l'activité des travailleurs, faire des essais de perfectionnement dans l'emploi des outils, des machines, de la force des hommes; enfin, tenter de mettre en pratique quelques procédés d'organisation du travail et encourager l'association des ouvriers. — On pourrait faire là de l'éducation professionnelle.

Mais on aimera mieux rester dans l'ornière de la routine que de tenter des innovations. La direction des travaux publics rédigerait un cahier des charges, appellerait la concurrence fictive des entrepreneurs, puis laisserait faire et paiera.

Si l'on veut passer par le système des adjudications, qu'on adjuge du moins séparément la fourniture des matériaux, et les travaux de main-d'œuvre, afin que les associations d'ouvriers puissent être admises à soumissionner. Qu'on fractionne les travaux en plusieurs lots, que le même concurrent ne puisse soumissionner que pour un seul lot, et que les autres lots puissent être concédés directement par l'administration, au même prix, à des ouvriers associés. On pourra voir et comparer, juger les associations d'après leurs œuvres. Qu'on dispense surtout les ouvriers de déposer d'avance un cautionnement, car autrement ils ne pourraient concourir. L'Etat, pour remplacer le cautionnement, retiendra, jusqu'à l'entier achèvement des travaux, un cinquième sur le prix de la main-d'œuvre, et ce cinquième, déposé à la caisse des consignations, sera délivré aux ayants-droit, avec les intérêts produits, dès que les travaux seront terminés et agréés.

Nous espérons que les membres de l'Assemblée nationale, en votant le projet d'achèvement du Louvre, penseront aux associations d'ouvriers et voudront leur réserver, sinon la totalité, du moins une forte part de ces importants travaux.



Les tailleurs de pierres et maçons, les charpentiers, les menuisiers, les serruriers, les peintres, en un mot, tous les ouvriers du bâtiment sont dès aujourd'hui à même d'entreprendre et de mener à bonne fin les travaux du Louvre. Qu'on leur fournisse les matériaux, qu'on leur confie des plans à exécuter, qu'on mette à leur tête, si l'on veut, des architectes pour les diriger, et l'on verra ce qu'ils peuvent faire. Mais il ne manque pas à Paris d'architectes d'un haut mérite qui seraient fiers de commander aux associations d'ouvriers; les architectes du gouvernement, qui aiment la besogne facile, pourront se borner à donner la direction générale, à inspecter et à surveiller tout à leur aise.

FRANÇOIS VIDAL.

Que ceux qui repoussent les remèdes nouveaux se préparent à des calamités nouvelles.

BACON.

#### QUESTION DES OCTROIS.

Il est une question financière qui revient souvent dans les plaintes des populations : c'est celle des octrois municipaux.

La faculté qu'ont les villes de s'imposer extraordinairement pour les besoins de l'édilité et du luxe est devenue pour les travailleurs une charge écrasante.

Le gouvernement, guidé par un étroit esprit de fiscalité, se montre favorable à ce système d'impôt municipal, parce qu'il en perçoit le dixième.

L'impôt de l'octroi est inique en ses résultats, vexatoire et dispendieux en ses moyens de perception. L'allocation d'un dixième du revenu de l'octroi à l'Etat constitue une illégalité flagrante, n'étant pas juste que la ville de Lille, qui impose la consommation de ses habitants pour éclairer ses rues, donne une part de cet impôt à l'Etat pour bâtir des casernes à Toulouse ou des forts autour de Paris.

L'octroi a rétabli de ville à village et dans le même département ces ceintures de douanes intérieures, de douanes provinciales que la révolution de 89 avait, disait-on, abolies.

L'impôt de l'octroi qui pèse sur 1,400 communes en France frappe ces communes d'une surtaxe de 80 millions.

L'octroi frappant presque exclusivement les denrées de nécessité première, le vin, les boissons, la viande, il s'ensuit que c'est le vigneron, le laboureur et le travailleur qui le paient presque tout entier.

L'octroi de Paris, qui frappe l'entrée d'une pièce de vin d'un droit de 45 francs, proscrit l'entrée dans la capitale de tous les vins de qualité médiocre. Il se récolte dans tous les vignobles de bons vins à 20 francs la pièce; mais on ne peut pas se résigner à payer 45 francs de droit pour une pièce de vin de 20 fr. C'est pourtant de ces vins-là que feraient usage le pauvre ménage et le pauvre artisan des villes. Ainsi, l'exagération du droit d'octroi tue d'un seul coup le petit vigneron et le petit industriel.

Ce n'est pas tout. L'octroi qui expulse des grandes villes les vins à bon marché a donné naissance à l'industrie infâme de la fabrication des vins de toute pièce, vins dans lesquels il entre de toutes espèces de liquides colorés et alcooliques, excepté du jus de raisin. Après avoir ruiné le vigneron, en lui fermant le marché des grandes cités de l'intérieur, l'octroi a fini par livrer la santé de la classe laborieuse des villes à l'exploitation des empoisonneurs publics. C'est la ville de Rouen, la capitale d'une province où le soleil ne fait pas mûrir le raisin, qui est devenue le grand centre de fabrication des vins de Bordeaux et de Bourgogne, etc., et malheureusement, il a été prouvé, par devant les tribunaux, que l'administration avait prêté son concours à ces sophistications de denrées et à ces

fraudes commerciales pour grossir le chiffre de ses recettes.

Et cette industrie homicide a pris de tels développements à Paris, que la consommation du vin véritable, qui était de 173 litres par habitant sous l'empire, était descendue à 94 litres en 1840, diminution de moitié! Et cependant la population de Paris a presque doublé depuis l'empire, et la richesse de cette population s'est grandement accrue.

La consommation du vin a-t-elle été s'amoin-drissant réellement, comme tendrait à le faire croire cette comparaison des chiffres officiels des deux époques? Pas le moins du monde. Seulement, tout l'excédant réel de la consommation d'aujourd'hui sur celle d'autrefois a été fourni par la fabrication clandestine du liquide.

L'octroi ne pèse que sur la boisson et sur la viande du pauvre. Ce n'est que depuis un an que l'administration municipale de Paris s'est décidée à imposer un droit d'entrée sur le gibier, presque exclusivement destiné à la nourriture du riche. 45 francs de droits pour une pièce de vin de la valeur de 450 francs ou même de 300 francs, qui sont les prix habituels du vin que consomme le riche, ne constituent pas un impôt exorbitant.

Le moyen de créer aux grandes villes des revenus extraordinaires devrait consister exclusivement à accroître l'impôt des propriétés immobilières de la cité. Le propriétaire de la maison sur-imposée saura toujours répartir l'impôt qu'il est chargé de payer entre ses différents locataires. Par ce moyen, le contribuable est du moins imposé proportionnellement à sa fortune. Il est vingt autres moyens de répartir l'impôt municipal de manière à proportionner l'impôt de chaque contribuable à ses revenus.

Quand les principes de l'association auront fait quelques progrès dans les esprits, on reconnaîtra bien vite à la Commune, faiseuse de tous les intérêts de la localité, le droit d'entreprendre à son compte la distribution des produits entre ses habitants, c'est-à-dire de faire le commerce. Alors les bénéfices que réalisera la commune sur cette branche immense d'industrie, au lieu d'entrer dans les coffres de quelques spéculateurs, comme aujourd'hui, serviront à solder les dépenses publiques qui se paient aujourd'hui sur la boisson, la viande et le combustible du pauvre.

On a tout dit, depuis 50 ans, contre le régime inquisitorial et vexatoire de l'octroi. Le procédé de l'exercice est une honte pour un peuple qui se dit libre. Ce procédé de perception qui popularise les principes de dol, de fraude et de contrebande, absorbe le quart du revenu de l'impôt.

Une législation financière est flétrie quand elle conserve dans ses institutions une mesure comme l'octroi :

Qui absorbe en frais improductifs le quart du revenu de l'impôt;

Qui porte atteinte à la liberté individuelle;

Qui ruine le producteur agricole;

Qui empoisonne le travailleur de la ville;

Qui frappe dix fois plus fort le pauvre que le riche;

Qui engendre la fraude et déshonore l'administration.

Mais l'octroi, comme je viens de le dire, pèse principalement sur le pauvre et respecte les jouissances du riche. Et ce sont les riches qui répartissent l'impôt municipal!

Alors, bien des gens encore jeunes pourront mourir qui n'auront pas la consolation de s'écrier, comme Voltaire :

Et mes derniers regards ont vu fuir les commis.

Je ne comprends pas le peuple de Paris victorieux, renversant de vieilles monarchies en deux heures et laissant debout le mur d'octroi.

A. TOUSSENEL.

Il ne suffit pas qu'un pays soit puissant, il faut qu'on y soit heureux; car la force n'est un bien qu'autant qu'elle est un garant du bonheur.

NECKER.

#### RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

##### AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

(Suite.)

##### MODIFICATIONS AU RÉGIME HYPOTHÉCAIRE ET AU CODE DE PROCÉDURE.

La terre est un gage à nul autre pareil, un gage qui ne peut être anéanti ni déprécié, un gage qui, loin de se détériorer par l'action du temps, augmente constamment de valeur, de valeur absolue et de valeur relative.

La terre gagne de plus en plus en valeur absolue, parce que la production des denrées est limitée par l'étendue et par la fécondité possible du sol cultivable, tandis que la population augmente sans cesse, tandis que les besoins de subsistances vont toujours croissant.

La terre gagne en valeur relative, parce que la richesse générale se développe; parce que les produits industriels qui s'échangent contre des denrées, peuvent être indéfiniment multipliés; parce que la somme de tous les capitaux mobiliers et immobiliers, autres que le sol, peut s'accroître toujours; parce que, à mesure que ces capitaux de toute espèce et ces produits industriels deviennent plus abondants, ils perdent de leur valeur relative par rapport à la terre qui est bornée, et par rapport aux fruits de la terre.

La terre tend donc constamment à hausser, tandis que toutes les autres valeurs, au contraire, tendent à baisser de prix.

N'est-il pas étrange que les possesseurs du sol qui offrent des garanties réelles, soient contraints de passer sous les fourches de l'usure, de payer des intérêts exorbitants, tandis que des commerçants, d'une solvabilité incertaine, trouvent, sur une simple signature, à emprunter des capitaux à bas prix?

Le crédit foncier serait depuis longtemps constitué en France, si nos lois ne le rendaient impossible, si les capitalistes pouvaient prêter en toute sécurité, avec la faculté de négocier leur créance comme ils négocient un titre de rente sur l'Etat, si les formalités de la procédure étaient simplifiées, si les frais d'expropriation nécessaires pour arriver à une réalisation définitive, n'absorbaient pas souvent la valeur totale du gage affecté.

Si l'on veut créer en France le crédit foncier, il faut offrir aux prêteurs sécurité complète, d'une part, facilité de réalisation, de l'autre. Il faut que les droits du prêteur ne puissent en aucun cas être primés par des privilèges tacites ou inconnus; il faut que le prix du gage ne puisse pas être absorbé par des frais de justice.

La première réforme, la réforme indispensable doit avoir pour effet de faire disparaître toutes les hypothèques occultes, de soumettre à la publicité et à l'inscription, à peine de déchéance, tous les droits réels sans exception, tous les privilèges consacrés par nos lois. Il faut tout au moins décréter par une loi nouvelle que les droits des tiers, les droits des femmes, des mineurs, des donateurs ou des vendeurs, ne pourront être valablement opposés aux banques agricoles, s'ils ne sont pas constatés par une inscription publique et antérieure au prêt.

Il faut, en outre, prohiber ces hypothèques générales, qui, pour des sommes souvent minimes, grevent indistinctement tous les biens présents et à venir d'un débiteur, les frappent de discrédit et les paralysent en ses mains. Il faut que tout créancier soit forcé de prendre une inscription spéciale sur un immeuble déterminé, au lieu d'une hypothèque générale. A chaque créance il faut un gage précis, suffisant sans



doute ; mais il ne faut pas que la totalité des biens d'un riche propriétaire soit affectée à une dette insignifiante, quand un seul hectare peut largement suffire pour répondre de la créance, en principal, intérêts et frais.

Il faut aussi dresser le grand-livre de la propriété foncière, le bilan de chaque possesseur du sol, mettre en regard l'actif et le passif, de façon qu'à tout instant donné, il soit facile de savoir au juste les garanties réelles que chaque emprunteur peut offrir à ses créanciers. Ce grand-livre ne serait communiqué qu'aux ayants-droit.

On arrivera aisément à dresser ce grand-livre, en concentrant dans une même administration le cadastre, l'enregistrement et les hypothèques, et en établissant un bureau spécial dans chaque canton.

Le directeur de chacun de ces bureaux serait tenu de faire dresser, d'après les matrices du cadastre et de la contribution foncière, d'après les archives des hypothèques, un registre où toutes les propriétés seraient classées par ordre, avec mention :

1° Des noms, prénoms, domiciles et professions des propriétaires ; nom du mari pour les biens de communauté, noms du mari et de la femme pour les biens propres à la femme, avec mention expresse de dotalité pour les biens dotaux, etc., etc. ;

2° De la désignation et de la contenance de chaque immeuble, du N° qu'il porte au cadastre, de la classe à laquelle il appartient, du montant des contributions dont il est frappé, du revenu présumé, de la valeur approximative calculée d'après le prix d'achat, d'après le prix des terres voisines de même qualité, d'après les droits perçus pour mutation, d'après le chiffre de la contribution foncière ;

3° Enfin, de toutes les charges dont il est grevé, privilèges, actions résolutoires, hypothèques légales et autres, servitudes et redevances, etc., etc.

A l'aide de ce registre et d'un simple répertoire alphabétique, on pourrait, en un instant, connaître l'actif immobilier de chaque propriétaire du canton, la valeur réelle de chaque immeuble, les garanties que chaque gage peut présenter.

Un homme spécial, M. Loreau, directeur des domaines à Poitiers, a publié un livre fort remarquable, dans lequel il a prouvé combien une parcelle réforme serait facile à exécuter, et combien il en résulterait d'avantages et pour l'administration et pour les propriétaires. Il a prévu toutes les difficultés et résolu d'avance toutes les objections.

Un simple extrait de ce registre délivré et certifié par le conservateur du canton, indiquerait clairement à la banque agricole la situation de chaque emprunteur et lui permettrait de ne faire jamais que des opérations sûres. Les conservateurs des hypothèques deviendraient même les agents principaux des banques foncières, les directeurs des succursales et des comptoirs, du moins pour tous les contrats de prêts immobiliers.

Les conservateurs des hypothèques pourraient examiner les titres de propriété des emprunteurs, recevoir les engagements des propriétaires sur un registre spécial et d'après une formule donnée, et délivrer en retour des obligations.

Aujourd'hui, les préfets ont qualité pour passer des actes administratifs, pour acheter les terrains nécessaires aux entreprises d'utilité publique exécutées au nom de l'Etat, canaux et chemins de fer.... — Pourquoi ne pas investir les directeurs des hypothèques des mêmes attributions, dans toutes les opérations de crédit foncier ? Pourquoi ne pas les autoriser à traiter au nom de la banque agricole, à rédiger les contrats de prêt ? Leurs registres officiels feraient foi comme les minutes notariées, surtout quand l'engagement aurait été signé par l'emprunteur. Ils vaudraient enregistrement et date certaine, et l'on éviterait ainsi

les frais d'acte, les frais d'honoraires et de papier timbré. La banque s'entendrait avec les conservateurs et leur accorderait, à titre d'émoduments, une remise sur chaque opération.

Mais ce n'est pas tout. Si l'on veut fournir le crédit à bon marché aux propriétaires cultivateurs, il faut absolument simplifier les formalités et les frais d'expropriation ; il faut adopter, en la régularisant, la procédure sommaire connue des praticiens sous le nom de *voie parée* ; en un mot, il faut faire une loi spéciale.

Le propriétaire emprunteur s'engagerait envers la banque à rembourser la somme prêtée dans un temps donné, soit par annuités successives, soit de toute autre manière, et à payer chaque mois les intérêts jusqu'à libération. Il autoriserait, par le contrat même, la banque à faire vendre l'immeuble affecté, en cas de non paiement à échéance des annuités ou des sommes dues, sans frais de poursuites, mais par voie d'adjudication publique et volontaire, en forme administrative, après apposition de placards et annonces insérées dans les journaux de la localité. Les biens seraient adjugés au plus offrant, aux enchères publiques, par le ministère du directeur des hypothèques et des domaines, qui dresserait procès-verbal sans frais. Sur le prix de la vente, la banque retiendrait ce qui lui serait dû : le surplus serait remis au créancier exproprié.

Si au lieu d'adopter ce mode de procédure expéditif, on veut suivre les voies ordinaires, recourir aux huissiers, aux avoués, aux notaires, faire passer le malheureux propriétaire entre tous les cylindres de la chancellerie, on lui tend un piège en lui promettant le crédit, car on ne fait que lui offrir les moyens de se ruiner à coup sûr.

Les huissiers, les avoués, les avocats et les notaires feront une opposition formidable à ce système, qui porte préjudice à leur industrie, qui tarit la source des procès, qui rend le papier timbré inutile.... Mais nous n'avons pas le loisir de nous arrêter à leurs objections qui ne valent pas d'ailleurs la peine d'être discutées sérieusement. Et les usuriers aussi seraient fondés à élever des réclamations !

Il s'agit ici d'opter entre l'intérêt général et quelques intérêts particuliers : si l'on ne veut rien changer au régime hypothécaire et au Code de procédure, le crédit foncier est impossible ou ne peut être fourni qu'à des conditions ruineuses pour les propriétaires rentiers, même pour les cultivateurs.

Dans tout ce qui précède, nous avons surtout voulu favoriser le travail, offrir le crédit au propriétaire qui exploite lui-même ; mais il est facile de comprendre que les propriétaires rentiers pourraient aussi être admis aux bienfaits du crédit. Seulement, nous voudrions qu'on donnât au travail la préférence. Nous ne trouverions même pas mauvais que les banques agricoles eussent des tarifs différents à l'usage de ceux qui cultivent par eux-mêmes et à l'usage de ceux qui se contentent de faire cultiver ; qu'elles prêtassent aux premiers à 4 0/0, par exemple, tandis qu'elles demanderaient 5 aux seconds. C'est une excellente manière d'encourager le travail.

Mais alors même que la banque percevrait des intérêts différents de ses débiteurs, elle ne servirait jamais, dans tous les cas, que 3 fr. 65 d'arrérages aux porteurs de ses propres obligations.

En résumé, tout propriétaire cultivateur qui veut emprunter commence par s'engager envers la banque, par hypothéquer ses biens, par convenir du mode et de l'époque de libération, des intérêts à servir par douzième, des annuités à payer par moitié chaque semestre, etc. La banque garde dans son portefeuille cet engagement du propriétaire, puis, en retour, elle lui délivre des obligations souscrites par elle, des obligations portant intérêt et que le prêteur se charge de négocier.

Ces obligations des banques seront-elles faci-

lement négociables ? Vaudront-elles argent comptant pour l'emprunteur ? Evidemment oui ; et voici pourquoi :

Elles sont garanties, quant au principal, par une hypothèque spéciale que ne peut plus primer aucun privilège ; elles sont, en outre, garanties par la prime affectée à l'amortissement annuel, enfin par la banque, qui se porte caution et qui s'engage à payer en cas d'insolvabilité du débiteur. Ici donc la sécurité est complète, absolue.

Elles portent intérêt à 3 fr. 65 c., plus que ne rendent les meilleures terres aux propriétaires non cultivateurs, c'est-à-dire à tous ceux qui placent leurs capitaux en biens-fonds. Cet intérêt est assuré par le service des arrérages fournis d'avance par l'emprunteur ; il est, en outre, garanti par la banque, qui, tous les six mois, à jour fixe, paie à bureau ouvert, par la banque, qui ferait, au besoin, les avances, sauf à se rembourser ensuite sur le propriétaire débiteur. Cet intérêt pourrait être payable dans toute la France, au siège principal de la banque agricole de chaque département et sur la simple production du titre.

Les obligations sont transmissibles par endossement, sans frais d'aucune espèce, même sans honoraires d'agent de change, etc.

Le porteur de ces obligations a évidemment tous les bénéfices du droit de propriété territoriale, sans en avoir les inconvénients ni les charges. Il ne craint ni la grêle, ni la gelée, ni les non-valeurs, ni l'insolvabilité de ses fermiers. Il n'a plus à s'inquiéter du soin de percevoir ses fermages ; il n'a plus à veiller à ce qu'on n'épuise pas le sol ou qu'on ne détériore pas ses bâtiments, etc., etc. Il a de même tous les avantages du rentier de l'Etat, car les obligations lui rapportent autant que les fonds publics avant la révolution dernière ; il a de plus une sécurité parfaite, car il ne craint ni les emprunts à venir, ni les éventualités politiques, ni les émissions successives, ni les révolutions, ni les suspensions de paiement, ni la banqueroute. Il est privilégié, il a hypothèque de premier rang sur le sol, il sait qu'on ne peut amoindrir son gage, ni l'aliéner à son détriment, ni l'affecter à des obligations nouvelles ; il a de plus la garantie de la banque territoriale, et subsidiairement la garantie de l'Etat, qui répond des opérations de ces banques.

Evidemment, ce titre est supérieur, sous tous les rapports, à tous les titres connus ; c'est le placement le plus solide qu'on puisse imaginer. En même temps, le capital ainsi placé reste toujours disponible, car on peut le négocier, le réaliser, sans perdre, à tout moment donné, l'échanger contre des écus, contre toutes les valeurs, etc., etc.

Comment donc les obligations ne seraient-elles pas recherchées de tous les rentiers qui ont des capitaux à placer et qui veulent, par-dessus tout, une sécurité absolue ? Si l'on songe, d'un autre côté, que les banques industrielles et commerciales, les banques de circulation, qu'on ne peut manquer de généraliser prochainement, auront nécessairement pour effet de multiplier les capitaux circulants, de faire baisser le taux de l'intérêt et de rendre le numéraire métallique en partie superflu, on doit comprendre que les obligations foncières trouveront facilement des acheteurs, se négocieront même avec prime. En ce moment, le taux de l'intérêt est à 2 1/2 0/0 à Londres et sur tous les grands marchés de l'Angleterre. Il pourrait bien être à 3 0/0 en France avant longtemps, et alors les obligations monteraient au-dessus du pair, comme en Prusse. Il est positif que les obligations foncières, si elles avaient existé il y a dix-huit mois, auraient alors valu plus de 100 fr. à la bourse de Paris...

Les obligations foncières seront recherchées par les compagnies d'assurances sur la vie, par les tontines, par les caisses d'épargne, par les caisses publiques de dépôts et consignations. Il serait peut-être convenable même de prescrire à



ces établissements de placer leurs fonds en titres de rente foncière.

Une triste expérience est venue prouver qu'il y avait danger à enfouir dans les coffres de l'Etat les trésors de l'épargne. Les caisses d'épargne paient 3 1/2 d'intérêt aux déposants (4 moins 1/2 0/10 pour frais d'administration). C'est à peu près ce que donnent à leurs créanciers nos banques territoriales. Il y a sept ans que j'ai signalé les inconvénients et les dangers du versement au trésor des fonds de l'épargne, du placement en fonds publics; il y a sept ans que j'ai demandé que les économies des travailleurs fussent consacrées à commanditer le travail, surtout le travail agricole, à fournir aux banques territoriales le moyen de placer leurs obligations... Les titres de rente foncière n'auraient pas été dépréciés après février comme les rentes sur l'Etat; les déposants n'auraient pas pris l'alarme; le trésor n'aurait pas eu à s'imposer d'immenses sacrifices; notre passif n'aurait pas été augmenté de tous ces millions engouffrés dans l'abîme de la dette flottante; et les 350 millions des caisses d'épargne, refoulés vers l'agriculture, auraient pu, en sept ans, changer la face du pays, porter partout l'abondance et la vie, donner au travail productif un essor prodigieux!

Il nous reste à parler des garanties à exiger pour l'émission des obligations foncières, puis à expliquer comment les titres seront retirés de la circulation par les banques agricoles et rachetés avec le produit des primes d'amortissement.

F. V.

(La suite au prochain numéro.)

Le travail qui accable les laboureurs ne serait qu'un amusement délicieux si tous les hommes le partageaient. Notre avarice les tient dans la misère; au milieu des fruits qu'ils font naître pour nous à la sueur de leur front, il leur reste à peine une vile pâture; ils ont tous les vices de la pauvreté, et la crainte de l'avenir est peut-être pire pour eux que leur indigence présente. Qu'on vante après cela la politique de l'Europe.

MABLY.

#### SEMAINE PARLEMENTAIRE.

La discussion de la loi électorale se traîne péniblement en approchant de sa fin. Les spectateurs n'ont pas eu cette semaine, comme l'autre, les interpellations à grands spectacles et les amendements scandaleux. La morale n'a pas triomphé par la voix des socialistes, ces prêcheurs d'immoralité, ces prétendus destructeurs de la famille, qui ont interdit à l'adultère le bénéfice du mandat de 25 francs par jour. La majorité a continué de se montrer impitoyable sur le chapitre des incompatibilités. Deux seules exceptions ont été faites à la loi générale en faveur des militaires et des prêtres. Ces deux exceptions, par malheur, portent le cachet de la prudence et de la courtoisie du temps.

Il avait été décidé que les magistrats les plus inamovibles, et les sous-secrétaires d'Etat eux-mêmes, ne pourraient cumuler leurs fonctions avec le mandat législatif. Cette décision, fort judicieuse à notre sens, avait été motivée sur ce fait d'observation acquis aux débats, qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible, à un simple mortel, de se trouver en deux lieux à la fois, de présider en même temps, par exemple, une cour d'assises à Toulouse et une commission d'enquête au Palais-Bourbon. On se demande pourquoi l'Assemblée nationale a abandonné cette thèse pour reconnaître à la capote ce don d'ubiquité qu'elle avait dénié à la toge.

Les raisonneurs, qui prétendent tout expliquer, commentent ce vote d'une façon peu flatteuse pour la majorité. Ils disent que tous les ambitieux, en votant l'exception, ont été bien aises de donner un témoignage de leur sympathie à la

graine d'épinards, qu'on ne saurait trop cultiver dans les circonstances actuelles. On ne sait pas qui va, qui vient; d'un moment à l'autre on peut avoir besoin d'un *coup de collier* ou de la protection des baïonnettes non-intelligentes.... Il est donc prudent de se mettre bien avec les colonels, généraux, maréchaux, qui disposent de la force publique, et qui sont appelés, par la force des choses, à dénouer les questions épineuses. Telles seraient, au dire des mauvaises langues, les mauvaises raisons qui auraient valu à messieurs les militaires la faveur de l'exception.

Quant à ce qui est de messieurs les abbés, la chose s'explique différemment, et les saints pères ont pour eux l'autorité de saint François Xavier, disciple de Loyola, qui se trouva un jour en deux endroits à la fois, fait si bien constaté qu'il est devenu un miracle. Or, pourquoi ce qui est arrivé à une robe noire, n'arriverait-il pas à une autre!

On ne va pas jusqu'à dire, néanmoins, que cette considération de la sainteté des ministres de Dieu, sainteté qui les expose à des miracles, ait été la raison principale de la faveur accordée par l'Assemblée nationale aux membres du clergé. Beaucoup, au contraire, ont osé dire tout bas, que si la résidence d'un fonctionnaire dans sa commune était forcée, c'était certainement celle du bon pasteur qui doit être la consolation de tous les affligés, le confident de toutes les misères, le médecin de l'âme et du corps de ses ouailles. Beaucoup ont ajouté que la place des apôtres de celui qui a dit que son royaume n'était pas de ce monde, n'était pas à l'Assemblée nationale. Mais ce que la majorité a pensé et ce qu'elle a déclaré implicitement par son vote, c'est que le curé exerce en ce moment une très grande influence électorale, ce qui fait que beaucoup de députés qui aspirent à la réélection, ont désiré naturellement se mettre bien avec leur curé.

M. Bineau a eu aussi le bonheur dans la séance du mardi 27, de sauver de l'ostracisme, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines qui seront bien forcés de donner leur démission, s'ils sont nommés représentants, mais qui pourront rentrer dans leur carrière avec leur grade, à l'expiration de leur mandat, si tel est le bon plaisir du ministre.

L'Assemblée a maintenu, sans discussion, le chiffre de l'indemnité annuelle des représentants à 9,000 francs. Il a été décidé, en outre, que cette indemnité pourrait être saisie en entier par les créanciers des représentants.

La seconde délibération de la loi électorale a enfin été terminée dans la séance du 28. Dans cette séance, le ministre des affaires étrangères a annoncé que les Autrichiens avaient évacué Ferrare.

L'Assemblée a repris dans la séance du 1<sup>er</sup> mars la discussion de la loi sur le conseil d'Etat, qui a continué le lendemain; puis le ministre a présenté un projet de loi relatif à l'exploitation du chemin de fer de Chartres à Versailles.

L'intérêt public, que les discussions de l'Assemblée nationale n'ont pas eu le secret d'émouvoir, s'est porté tout entier, cette semaine, sur la question extérieure. Les nouvelles de la Hongrie et de l'Italie sont, en effet, du plus haut intérêt. Les Russes sont entrés en Transylvanie pour remettre à la raison les démolisseurs des traités de 1815, qui ont osé se révolter contre l'Autriche. Les Autrichiens sont entrés à Ferrare pour replacer sur son trône sa Sainteté Pie IX, que le souffle de la démocratie a chassé de la cité éternelle, et qui s'ennuie à Gaète.

Les gazettes autrichiennes racontent que les Hongrois ont été écrasés par les Impériaux, dans une multitude de batailles rangées, et que le général Boehm a été tué; mais la guerre change chaque jour de caractère sur les rives du Danube. Chaque jour surgit une nouvelle protes-

tation de quelque peuple esclave, réclamant les droits de sa nationalité. En quoi pourront les secours des Russes raffermir la solidité de l'empire autrichien, dont les causes de dissolution sont en dedans de lui-même, et proviennent de l'hétérogénéité de ses éléments. Quelle que soit l'issue de la guerre, le démembrement de l'empire d'Autriche est au bout, et la scission est faite dès ce jour entre les peuples d'origine allemande et ceux d'origine slave. Autre sang, autres lois, autre gouvernement.

L'entrée des Autrichiens à Ferrare était un mouvement concerté avec le ministre de Charles-Albert, l'ex-patriote Gioberti. En même temps que les troupes autrichiennes franchissaient le Pô pour pénétrer dans les légations, les troupes piémontaises devaient entrer dans les Etats toscans pour y démolir la République et rappeler le grand-duc. Or, le peuple piémontais et l'Assemblée nationale de Turin, se sont crus intéressés d'honneur à briser les projets de cette coalition odieuse de la monarchie piémontaise et de la monarchie autrichienne. La chambre des députés de Turin a déclaré retirer sa confiance à Gioberti, qui a dû résigner ses fonctions de premier ministre; et l'entrée des troupes piémontaises en Toscane a été contremandée. Alors les Autrichiens, craignant que le parti républicain du Piémont qui veut la guerre avec l'Autriche ne l'emportât dans les chambres, ont pris la sage résolution d'évacuer Ferrare, après avoir mis la malheureuse cité à contribution, selon l'usage.

La solution de la question de l'indépendance italienne dépend aujourd'hui, comme hier, de la décision de la France. Mais il est évident que dans cette question d'intérêt républicain supérieur, les sympathies du gouvernement français sont pour les rois contre les Républiques, et que MM. Barrot, Faucher, Falloux, sont trop occupés à éraciner l'hydre de l'anarchie républicaine, chez eux, pour s'occuper de ce qui se passe ailleurs. On peut voir, en effet, dans les bulletins de police de MM. Léon Faucher et consorts, que ces hautes capacités méconnues, ont pris l'habitude de sauver la France et l'ordre public, deux ou trois fois par semaine. Eh! songez donc d'abord à sauver vos noms du ridicule ineffaçable et du mépris universel, pitoyables pygmées!

Le bruit a couru vendredi à la Bourse que Charles-Albert avait rompu l'armistice avec l'Autriche et fait une pointe sur la Lombardie.

#### DEUX BANQUETS COMMÉMORATIFS DU 24 FÉVRIER.

Le gouvernement né de la révolution dernière ne s'est pas ruiné en frais d'illuminations et d'enthousiasme pour la célébration de l'anniversaire du 24 février. Le général Cavaignac avait illuminé son hôtel avec un luxe exceptionnel de bon goût, mais les lampions et les verres de couleur brillaient généralement par leur absence sur la façade de l'Elysée et des hôtels des divers ministères. La population parisienne a trouvé par trop significative cette célébration d'un glorieux anniversaire, réduite à un office des morts. Tous les enfants de la Révolution n'ont pas fait preuve, heureusement, de semblable indifférence pour le souvenir du jour de délivrance. Un banquet populaire réunissait, dimanche dernier, dans la salle de la Fraternité, près de cinq mille convives, parmi lesquels figuraient la presque totalité des membres de la Montagne, les principaux écrivains de la presse démocratique, des ouvriers appartenant à tous les corps d'état. Les femmes occupaient dans les tribunes des places réservées. Ledru-Rollin, Pierre Leroux, Félix Pyat, Schœlcher, Lagrange, Albert Brisbane, Charles Dain, E. Hervé, Delescluze, Langlois (du Peuple), etc., ont tour à tour occupé la tribune et provoqué, de la part d'un public enthousiaste, des salves d'applaudissements frénétiques. Le toast de Ledru-Rollin: *A la puissance de l'idée*, que tous les journaux ont publié, ce qui nous dispense d'en faire l'éloge, est plus qu'un éloquent discours. C'est le contrat d'alliance absolu et formel entre les républicains de la veille et les socialistes. L'orateur s'est posé résolument comme l'adversaire des privi-



lèges du capital; le but de la République, a-t-il dit en substance, est de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Tout germe de scission est anéanti désormais entre le socialisme et le parti de la Montagne s'exprimant aussi catégoriquement par la voix de son chef. La cause de la Révolution est sauvée dès l'instant que tous ses partisans s'entendent sur le but à atteindre.

Le même jour, un banquet commémoratif du glorieux anniversaire réunissait plusieurs sous-officiers démocrates socialistes. Presque tous les régiments des garnisons de Paris et de la banlieue étaient représentés par des sous-officiers délégués. L'Assemblée était présidée par le citoyen Joly père, assisté du citoyen Démosthènes Olivier, tous deux membres de la Montagne. Deux délégués d'un des principaux faubourgs de Paris avaient été invités à prendre part à la fête, en symbole de l'union qui doit exister entre les prolétaires de l'industrie et les prolétaires de l'armée, dont la cause et les intérêts sont les mêmes. Là, comme à la salle de la Fraternité, de patriotiques discours ont été prononcés et accueillis par les applaudissements frénétiques des convives. Des toasts chaleureux, dans lesquels semblait revivre l'esprit d'enthousiasme républicain qui enfanta la *Marseillaise* aux grands jours de 92, répondaient à la République nouvelle du dévouement et de la fidélité de ses fils. C'était plus digne et plus français que l'éloge des hordes croates dans la bouche d'un maréchal de France. Nous doutons que cette manifestation patriotique des sous-officiers de la garnison de Paris soit vue de bon œil en haut lieu.

La fête s'est terminée par une quête en faveur des transportés, dont le montant a été versé dans les bureaux du journal *le Peuple*.

Que ne vous entourez-vous de gardes, disait au roi Henri IV un de ses courtisans. — Hélas ! qui me gardera contre mes gardes, répondit celui-ci !

## ÉCONOMIE SOCIALE.

### ÉQUILIBRE DE POPULATION.

#### I

#### MALTHUS.

(Suite (1)).

Voici les conclusions positives de Malthus :

« Si c'est bien sincèrement que nous cherchons à améliorer, d'une manière permanente, le sort des pauvres, ce que nous avons de mieux à faire est de leur exposer au vrai la situation dans laquelle ils se trouvent, de leur faire comprendre que le seul moyen de hausser réellement le prix du travail est de diminuer le nombre des ouvriers, et que, comme c'est eux qui les fournissent au marché, c'est eux seuls aussi qui peuvent en prévenir la multiplication. Ce moyen de diminuer la pauvreté me semble si clair en théorie, si bien confirmé par l'analogie de ce cas avec ceux où il s'agit de toute autre marchandise, que rien ne peut nous justifier de ne pas le mettre en œuvre, à moins qu'on ne vienne à prouver que ce moyen entraîne des maux plus graves que ceux qu'il pourrait prévenir... »

« Il suit, de ce que nous venons de dire, que le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances... Il faut désavouer publiquement le prétendu droit des pauvres à être entretenus aux frais de la société. A cet effet, je proposerais qu'il fût publié une loi portant que l'assistance des paroisses serait refusée aux enfants nés d'un mariage contracté plus d'un an après que cette loi aurait été promulguée, et à tous les enfants illégitimes nés deux ans après la même époque... »

« Lorsque la loi aurait été publiée, si quelque homme jugeait à propos de se marier sans avoir l'espérance de pouvoir nourrir sa famille, je pense qu'il devrait être laissé à lui-même et jouir à cet égard de la plus entière liberté. Bien qu'à mon avis, un tel mariage soit une action manifestement immorale, elle n'est pas du nombre de celles que la société doit se charger de punir ou de prévenir d'une manière directe. La raison en est que la peine qui y est attachée par les lois de la nature retombe immédiatement sur le coupable, et que cette peine est d'elle-même sévère.

« Ce n'est qu'indirectement que la société souffre, elle n'en est même affectée que d'une manière légère et éloignée. Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien folle et bien déplacée de prétendre nous mettre à sa place et prendre sur nous tout l'odieux de l'exécution. Livrons donc cet homme coupable à la peine prononcée par la nature. Il a agi contre la voix de la raison qui lui a été clairement manifestée ; il ne peut accuser personne et doit s'en prendre à lui-même, si l'action qu'il a commise a pour lui de fâcheuses suites. L'accès à l'assistance de la paroisse doit lui être fermé, et si la bienfaisance privée lui tend quelques secours, l'intérêt de l'humanité requiert impérieusement que ces secours ne soient pas trop abondants... »

Pour quiconque admet la double loi posée par Malthus, il est évident que ce théoricien a manqué de logique ou n'a pas dit son dernier mot. Si tout le mal provient de l'excessive fécondité de notre espèce, pourquoi ne pas faire du célibat et de la chasteté une obligation rigoureuse, même pour les riches ? Pourquoi dénier aux pauvres seulement le droit d'amour et de paternité ? Pourquoi, quand il faut une victime expiatoire, toujours la prendre parmi les classes inférieures ? D'ailleurs, la contrainte morale peut manquer son effet, et il ne suffit pas de compter sur la prévoyance individuelle pour conjurer les dangers de la progression géométrique. A quoi sert que je me contraigne, si vous vous affranchissez de ce devoir, parce que vous êtes riches ! J'aurai beau être chaste, rester célibataire, si d'autres ne pratiquent pas les saines maximes, ils mettront au monde des enfants qui viendront augmenter le nombre des bras inutiles et des bouches superflues, qui viendront sur le marché me disputer le travail et les aliments, et si vous laissez faire la nature, c'est moi qu'elle frappera peut-être, moi qui n'ai pas mérité le châtiement.

Allons plus loin : qu'importe que les pauvres ne se marient pas, qu'importe qu'ils pratiquent religieusement les vertus malthusiennes, si la fécondité des riches mariages multiplie la population et raréfie les subsistances ? Dès que la population déborde, c'est toujours aux pauvres à mourir, à payer pour les fautes d'autrui, à périr de misère ! Où est la justice ? Pourquoi l'enfant répondrait-il de l'immoralité de son père ? Pourquoi le pauvre serait-il puni des fautes ou de l'imprudence des riches ? Pourquoi ceux qui labourent le sol et le fécondent n'ont-ils pas droit à la moisson ? Est-ce bien à eux que la nature commande de s'en aller ? Sont-ce les travailleurs ou les oisifs qui sont de trop ici-bas ? Et si les pauvres refusaient d'obéir ? s'il leur prenait fantaisie de réformer cette étrange procédure qui consiste à signifier, deux ans à l'avance, à tous les enfants à naître de mères indigentes qu'ils sont condamnés à périr dans un nouveau massacre des innocents ?

Vous croyez votre conscience en repos, vous vous croyez à l'abri de toute réclamation, parce que vous avez décrété cet article de votre code inhumain : « Les pauvres qui naîtront après la promulgation de la présente loi, sont prévenus qu'il n'y aura pour eux ni pitié, ni merci. Qu'ils s'abstiennent donc de venir au monde, s'ils ne veulent pas avoir à s'en repentir !... »

Il est évident que Malthus n'a pas osé avoir le courage de ses opinions ; mais ses disciples ont été plus hardis.

Les uns ont proposé qu'après avoir refusé aux pauvres tout secours, on leur interdît formellement le mariage. C'était encourager la débauche et le concubinage, sans faire obstacle à la procréation.

D'autres, comme M. Weinhold, conseiller de régence en Saxe, ont demandé l'intervention directe de la chirurgie pour rendre les femmes pauvres infécondes et les hommes impuissants.

D'autres se sont contentés de recommander expressément la destruction des germes.

Enfin, Marcus a fait audacieusement la théorie de l'infanticide, a demandé que tous les enfants

d'un père et d'une mère pauvres, passé le troisième fussent pieusement asphyxiés. Ce sont les logiciens de l'école.

Voici en quels termes Th. Carlyle rend compte du livre de Marcus, *le livre du meurtre* :

« Marcus n'est point un auteur démon, mais un bienfaiteur de l'humanité à sa manière. »

« Du haut des doctrines de Bentham et de Malthus, il a, sous un ciel de fer, regardé fixement les misères de ce monde ; et maintenant, d'une voix sourde, d'un ton rauque, mais positif, il recommande que tous les enfants des classes pauvres, passé le troisième, soient asphyxiés. (C'est ce qu'il nomme l'exécution sans douleur, *painless execution*.) »

« On construirait de beaux cimetières, avec des colonnades et des vases de fleurs ; là, les matrones infanticides viendraient, le soir, promener leurs rêveries, et songer par quel acte de patriotisme elles ont sauvé la société. »

« Tel est le plan de Marcus, homme de logique et de science plus triste que toute la poésie du Dante... »

« Quel monde sans lumière et sans Dieu ! quel monde de guerre et de ravage de pareils pamphlets vont apercevoir à la place de cette Angleterre autrefois surnommée la Joyeuse ! La doctrine de Malthus, celle du laisser-faire, n'ont-elles pas fait leur temps ? et ne nous laisseront-elles pas l'une et l'autre, maintenant qu'elles nous ont tout dit ? »

Les Chinois, dit-on, sont encore bien plus avancés que les Malthusiens, bien plus utilitaires que les disciples de Bentham. Ils savent du moins faire servir l'exubérance de la population à la nourriture des hommes : au lieu d'asphyxier et d'enterrer les enfants, ils en engraisent des pourceaux !

Je ne voudrais pas rendre Malthus responsable des doctrines de Marcus ou de M. Weinhold ; je sais que les Malthusiens ont énergiquement protesté contre ces conclusions extrêmes de leurs propres principes ; mais je dis que M. Weinhold et Marcus descendent de Malthus en ligne directe, qu'ils sont ses enfants naturels, sinon ses enfants légitimes, et que la paternité est évidente, bien qu'elle ait été désavouée.

Dans un prochain article, nous analyserons la réfutation de Malthus par Godwin, puis ensuite nous exposerons les théories qui ont été récemment produites sur l'équilibre de population.

F. V.

(La suite prochainement.)

Il n'y a point de travail si pénible qu'on ne puisse proportionner à la force de celui qui le fait, pourvu que ce soit la raison et non pas l'avarice qui le régle. On peut, par la commodité des machines que l'art invente ou applique, suppléer au travail forcé qu'ailleurs on fait faire aux esclaves. Je ne sais si c'est l'esprit ou le cœur qui me dicte cet article-ci. Il n'y a peut-être pas de climat sur la terre où l'on ne pût engager au travail des hommes libres. Parce que les lois étaient mal faites, on a trouvé des hommes paresseux ; parce que ces hommes étaient paresseux, on les a mis dans l'esclavage.

(MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*, liv. 15, ch. 8.)

## NOUVEAU PROCÉDÉ DE PANIFICATION.

Sainte-Marie-aux-Mines.

Aux rédacteurs,

« Votre numéro du 18 février contient une découverte faite par un professeur de chimie de l'hôpital militaire de Lille ; elle consiste à ne pas écarter le son dans la préparation du pain. J'ai pensé qu'il serait peut-être utile de faire connaître d'autres procédés de panification ; celui que j'emploie depuis dix ans, et dont je vous envoie le détail, m'a donné un succès constant. Il a, entre autres, les avantages suivants :

1<sup>o</sup> Extraction parfaite de toute la matière nutritive contenue dans le froment ;

(1) Voir les numéros des 11, 18 et 25 février.



2° Augmentation sensible de poids, car, au lieu de donner un quart seulement en sus de la farine employée; il produit un tiers et au-delà;

3° Le pain produit par ce procédé est très beau, d'un goût exquis, aromatique, de facile digestion et de bonne conservation.

4° Le péricarpe ou le son, contenant une matière résineuse, est écarté et cède par la cuisson toute la matière nutritive et aromatique sans brunir le pain par sa présence immédiate et en altérer le goût.

Voici le procédé :

Le froment doit être moulu de manière à ne produire qu'une seule espèce de farine et du gros son. On partage le son en autant de parties que la farine devra produire de cuites. On le fait bouillir dans le double de la quantité d'eau nécessaire à la confection de la pâte, en agitant souvent; au bout de trois quarts d'heure de cuisson, on jette sur un tamis, on comprime pour faciliter l'écoulement du liquide, que l'on emploie, au lieu d'eau, à la fabrication du pain.

Un peu d'expérience démontrera la quantité d'eau qu'il faudra employer à la décoction, afin que celle-ci entre en entier dans la panification de la farine. La cuisson du pain et en général toute la manipulation se fait à la manière accoutumée.

Ce procédé n'est pas de moi, j'y ai seulement apporté quelques légères modifications que l'expérience m'a démontrées; il est tiré d'un ouvrage anglais (*One Thousand experiments in Chemistry*).

Si vous trouvez cette note digne de figurer dans votre journal, veuillez lui donner une petite place.

ORTLIER, pharmacien.

## POESIES POPULAIRES.

### LE CHANT DU TRAVAILLEUR ANGLAIS.

PAR THOMAS HOOD. (Traduction littéraire.)

Une bêche! un rateau! une houe! un pioche ou une serpe! une faucille pour moissonner ou un fléau, ou ce que vous voudrez, — et voici une main prête à manier l'outil indispensable, instruite qu'elle est, par de rudes leçons, à l'âpre école du labeur.

Voici une main prête à enlancer d'une haie, à creuser un fossé, à ébrancher ou à abattre un arbre, à donner le coup de faux dans le champ brûlant, à labourer la terre opiniâtre; à lier les gerbes de la moisson, à couvrir les meules de blé, et ne craignez jamais de trouver en mon sac l'amadou ou l'allumette!

Jamais ma pensée ne m'entraîne à rêver d'une grange, d'une ferme qui flambent. Le feu que je m'inquiète d'allumer, d'attiser, c'est celui du foyer domestique, autour duquel les enfants se pressent, se blottissent pendant les longs et sombres jours d'hiver, autour duquel les enfants affamés se blottissent, s'entassent, pour contempler ses joyeuses flammes; c'est celui qui éclaire leurs joues amaigries, et non le feu d'un sauvage incendie!

A lui qui envoie la sécheresse brûler les champs désolés, les torrents de pluie inonder les prairies, la nielle flétrir les blés, à lui je laisse à conduire la foudre en son chemin tortueux pour frapper la récolte de l'avare, et à illuminer de ses vengeances les cieux sanglants.

— Une bêche! un rateau! une houe! une pioche ou une serpe! une faucille pour moissonner, ou une faux pour faucher, un fléau, ou ce que vous voudrez, — le blé à battre ou la haie à façonner, la voiture à conduire au marché, ou les palissades à réparer, et je laisserai vivre le gibier!

Ah! rien que du travail, et alors vous n'aurez pas à craindre que je prenne au collet les lièvres de sa Seigneurie, que je tue les daims de sa Grâce, que j'escalade la demeure du lord pour voler sa riche argenterie; ou que je laisse le fermier dépouillé de sa bourse se noyer dans un fossé.

Partout où la nature le réclamera, partout où le travail m'appellera; jamais je ne refuserai ma tâche du plus rude labeur, afin d'échapper aux

murs du *workhouse*; là où des lois barbares mesurent l'air à l'enfant du pauvre, et condamnent au veuvage l'épouse avant la mort de son époux!

Ce que je réclame, au prix d'un travail opiniâtre et rude, c'est, quand viendra mon heure, de gagner ma vie entre le lever et le coucher du soleil, de gagner mon pain de chaque jour, mon lard et mon verre de bière, et de quoi payer mon lit de chaque nuit, mais tout de la main de l'entrepreneur d'industrie, et rien de celle de l'administrateur des pauvres.

Je repousse l'argent, le pain de la paroisse, le droit à l'assistance; fils de la terre, par le droit au travail j'ai droit au salaire; plus d'aumônes, assignez-moi ma tâche; voici les bras, les jambes, les muscles d'un homme qui demande à travailler et non à mendier!

Je suis toujours un des héritiers d'Adam, quoique contraint par le hasard de la naissance à me couvrir de haillons, à me nourrir misérablement, au lieu de participer à l'abondance de la terre; quoique contraint à me contenter du maigre repas que peut donner un travail loyal, un os, une croûte de pain. Merci à Dieu, et peu de reconnaissance pour les hommes!

Une bêche! un rateau! une houe! une pioche ou une serpe! une faucille pour moissonner ou une faux pour faucher, un fléau, ou ce que vous voudrez: — quel que soit l'outil à employer, voici un iravailleuseur de bonne volonté, avec bras et jambes, et malheur à celui qui rogne son salaire!

Malheur à celui qui, sur la paie de chaque semaine, détourne une part du fruit du travail; à celui qui donne aux pauvres à la porte du temple, mais qui les vole au jour qui suit.

Le shelling que je comptais épargner, alors que la santé le courage ne manqueraient, viendra me retrouver dans la nouvelle Bastille, l'hôpital ou la prison!!

## FEUILLETON.

DES ARMES ET DES ENGINS DE CHASSE, DEPUIS LA MASSE JUSQU'AU FUSIL-MENTON.

(Suite. — Voir le numéro du 25 février.)

### L'âge de fer. — Le cyclope.

Une découverte qui précéda de beaucoup aussi le déluge et qui eut sur la double industrie de la guerre et de la chasse une énorme influence, est celle des métaux, celle du fer notamment. La conquête du fer est le premier fait qui révèle clairement à l'homme sa destinée de maître absolu du globe. La découverte est originaire des plateaux de la Haute-Asie, de cette source des fortes races humaines d'où sortent tous les peuples conquérants. L'or est la proie du fer; cette conclusion fatale est écrite dans l'histoire de toutes les guerres, depuis Odin jusqu'à Fernand Cortez, et bien plus loin encore.

La phase de Sauvagerie n'avait eu qu'une durée éphémère pour les heureuses contrées de l'Inde, que la fécondité du sol, la douceur de la température et la possession du chien firent transiter rapidement au Patriarcat, période sociale supérieure d'un degré à la Sauvagerie, et dans laquelle l'homme, ayant des loisirs par le fait du troupeau, peut s'occuper d'industrie. Le fer soude, en corps de nations, par ralliement subversif (conquête), les tribus dispersées; les peuples nomades plient leurs tentes pour faire place aux cités. La Barbarie, née de l'unité et de la victoire, succède au Patriarcat, fonde ses vastes empires et bâtit ses populations capitales, Babylone, Ninive, Ecbatane, Thèbes, Memphis, gouffres aspirateurs où s'engloutissent à flots l'or et le sang des peuples subjugués, mais en même temps foyers de la science et des arts, où le génie du progrès vient bientôt s'installer!

Or, c'est la loi, la loi nécessaire et fatale des périodes limniques que toute industrie émancipatrice, destinée à alléger un jour la misère de l'homme, débute par aggraver ses maux. Aussi, l'histoire des jeunes âges du monde nous a-t-elle transmis, en sanglants caractères, le souvenir de l'oppression

cruelle qu'exercèrent sur leurs malheureux contemporains les premiers forgerons; et c'est à peine si les immenses services rendus à l'humanité par cette caste maudite ont pu faire oublier ses forfaits et ses méurs. Le règne du forgeron est naturellement resté dans la mémoire des hommes comme la phase la plus épouvantable de l'âge de fer, et la figure du cyclope Polyphème subsiste comme le prototype de l'Ogre, de ce hideux vampire dont les narines se dilatent à l'odeur de la chair fraîche et qui se noie avec délices aux orgies de sang humain. L'humanité, confiante dans la justice du ciel, a été jusqu'à croire que les dieux, révoltés de l'orgueil et des iniquités de ces Titans de l'industrie antique, s'étaient armés pour les punir. Hélas! la prospérité fabuleuse des Titans de l'industrie moderne fait foi que les puissances célestes ne s'arment pas pour punir les bourreaux de la terre. Il y a, du reste, bien des choses à dire de part et d'autre sur l'origine de cette vieille querelle entre les géants et les dieux de l'Olympe. Et je me trompe fort, ou tous les torts ne furent pas du côté de ceux qui eurent le dessous dans l'affaire. Qu'on ne me parle pas de ces dieux qui crucifient l'inventeur du feu, Prométhée, et font donner des peines cruelles (*dare panas*), à Salomon, l'inventeur de la poudre à canon. Les hommes sont parfaitement dans leur droit de retirer leurs fonctions divines à des mandataires qui en usent si mal et qui n'ont pas honte de se souiller du crime d'obscurantisme. Si les lecteurs de *l'Esprit des bêtes* n'ont pas oublié l'article *Taupe*, où nous avons développé l'analogie du cyclope, ils savent notre manière de voir à l'égard de ce type du monstrueux et de l'horrible. Je ne le reproduirai pas. Les premiers hommes qui pénétrèrent dans les entrailles de la terre pour lui arracher ses richesses cachées portaient une lampe sur le front comme nos mineurs d'aujourd'hui. De là la fable de l'œil unique du cyclope, œil placé au milieu du front.

L'inhumanité des premiers forgerons n'est que trop avérée, hélas! et le fer servit à fabriquer des glaives et des chaînes avant de fournir un essieu au chariot du laboureur ou un soc à sa charrue. Or, nulle résistance ne dut tenir contre les hommes armés de fer. On a vu depuis, en effet, l'épée courte du Romain, le gladius, qui n'était pas même de fer, lui suffire cependant pour subjuguier un monde qu'habitaient avec lui des Parthes, des Gaulois, des Macédoniens et des Cimbres, vainqueurs de cent autres nations... Heureusement pour l'humanité que le perfectionnement de l'arme de guerre amena le perfectionnement de l'arme de chasse, qui facilita de plus en plus à l'homme la conquête du sol sur les bêtes, et lui fit regagner en bien-être ce qu'il avait perdu en liberté. La suprême Providence a placé le chasseur près du guerrier, en guise de correctif et de circonstance atténuante et pour que le chasseur fût servi à l'utilité universelle tout nouvel agent de destruction. Ce n'est pas le chasseur qui détourne la faux de sa destination pastorale pour en orner des chars, qui se fait de la faucille ou du croissant une arme offensive meurtrière; ce n'est pas lui, non plus, qui attache des artifices à la queue des regards, comme Annibal et Samson, pour incendier les récoltes. Le chasseur, au contraire, sanctifie la flèche homicide, en l'employant exclusivement à la défense de la richesse publique, à la garde des moissons, des vignes et des troupeaux.

En somme, un tribut immense était dû par l'humanité aux créateurs de l'industrie nouvelle. En conséquence, la Grèce, nation d'élite chargée par Dieu d'illuminer la terre, la Grèce, qui tient toujours dans son Olympe une place vacante pour les initiateurs du génie, força les immortels à recevoir dans leurs rangs le chef des forgerons. On vit même, en cette circonstance l'engouement de quelques vétérans du lieu s'associer à celui des hommes et faire pleuvoir à flots sur le nouvel arrivant les faveurs et les grâces. A peine, en effet, le secret de la docilité du métal a-t-il passé les eaux qui séparent l'Asie de la Grèce, qu'on voit soudain les dieux de cette dernière contrée s'ingénier à tirer parti de la découverte pour leur compte personnel. C'est Jupiter, le souverain dispensateur des choses de la terre et du ciel, qui commence par se monter une fabrique de foudres, Mars une fabrique de casques, de glaives et de cuirasses. Il n'est pas jusqu'à la déesse de la Sagesse qui ne juge convenable de faire accueil aimable au maître boiteux de la forge et de lui commander une lance, une gorgonnette, je ne sais trop quoi encore. Enfin, le succès du forgeron est tel, que Jupiter, au comble de la satisfaction et ne sachant plus de quelle monnaie lui payer sa dette de



reconnaissance, finit par lui octroyer en légitime mariage la propre mère des amours, la blonde et capricieuse Cypris, la maîtresse des dieux et des hommes. Fatal cadeau, du reste, si l'on en croit l'histoire, et qui devait donner à son infortuné conjoint bien du fil de fer à retordre ! car le dieu d'amour, rétif à l'industrie comme à la banque, réserve aux chasseurs et aux guerriers tous ses morceaux de choix. A la besogne, allons ! mon brave forgeron aux mains noires, travaille et prépare tes filets ; fais surtout bonne garde, car plus d'un jeune et beau gars rode autour de ton domicile pour le ravir ton trésor ; travaille, frappe l'enclume à coups redoublés et bats ton fer en cadence, et pendant que tu es en train de fabriquer tes impénétrables armures, tâche de t'en faire une à l'épreuve des traits du frère de Cupidon !

Il est fort rare que l'enthousiasme grec ne déborde pas au-delà de la vérité dans sa fougue. Ainsi, le peuple grec, dans le premier mouvement de sa gratitude pour Vulcain, lui attribua la création du chien de chasse, ce fameux chien d'airain qu'on anima plus tard et que la belle Europe conquit par un baiser. Par malheur, il y a une foule d'excellentes raisons pour démontrer que Vulcain n'a jamais pu créer ce quadrupède, et la première est que le chien était né avant lui. Tout le monde sait parfaitement, en effet, que le chien de chasse est le précurseur de toute industrie humaine. Je m'étonne, par contre, que nul n'ait songé à revendiquer, pour Vulcain et ses cyclopes, l'honneur de l'invention du canon et de la poudre, dont il paraît plus que probable que les Titans auraient fait usage dans leur guerre contre le ciel. Je ne sais pas si j'ai rêvé ou bien la quelque part que ce même Vulcain appartenait à la famille des Titans, et que tous les honneurs dont on l'investit dans l'Olympe furent le prix d'une lâche défection.

L'airain fit concurrence au fer pendant des milliers d'années, mais plutôt pour la fabrication des armes de guerre que pour celle des armes de chasse. Le bouclier d'Achille, illustré par Homère, était d'airain, et aussi le *gladius* du soldat romain et du *gladiateur*. L'airain, métal des canons et des cloches, alliage de cuivre et d'étain, fut de bonne heure, à raison de sa dureté et de sa fusibilité extrême, mis en œuvre par l'homme. Les armuriers de l'antiquité paraissent avoir été parfaitement dans le secret des propriétés de l'airain *trempe*, secret de tout temps familier aux Orientaux et aux Chinois, et qui n'a été connu en Europe que depuis le commencement de ce siècle ; car nous ignorions encore, il y a cinquante ans, que la trempe qui durcit l'acier et le rend aigre et cassant, agit de façon contraire sur l'airain, l'adoucit, lui donne du liant et de l'élasticité. Les anciens forgerons, possesseurs de ce secret, se conduisaient en conséquence à l'égard de leurs instruments de musique et de guerre. Les modernes, au contraire, qui n'avaient que le secret de la trempe de l'acier, laquelle durcit l'alliage au lieu de l'amollir, ne pouvaient guère s'imaginer, *a priori*, que la même opération dût produire sur deux métaux analogues des effets aussi opposés. Ils demeurèrent des siècles à deviner l'énigme de l'élasticité des cymbales et du tam-tam, dont les facteurs d'instruments de la Chine et de la Turquie posséderent tout ce temps le privilège de fabrication et de vente. La résistance des boucliers antiques a sa raison dans les propriétés de la trempe. La puissance de l'épée romaine s'explique encore par l'habitude qu'avaient les plus habiles fondeurs de l'antiquité de faire entrer dans leur alliage une certaine quantité d'argent et de fer pour ajouter à sa ténacité. Les Russes d'aujourd'hui ajoutent une minime partie de fer au bronze de leur artillerie de petit calibre et s'en trouvent fort bien. L'argent est entré également dans la composition d'une multitude de cloches françaises avant la révolution, ce qui est cause que tant de fondeurs de cloches ont fait fortune après 89. Mais l'histoire de l'airain ne se mêle que fort peu, comme je l'ai déjà dit, à celle des armes de chasse. Tout au plus ce métal composé a-t-il fourni au gladiateur et au chasseur d'ours un coutelas pour se défendre ; nous n'avons pas à nous en occuper plus longtemps.

Il y a aujourd'hui six mille ans bien comptés que la flèche tient sa place dans l'histoire, comme arme de guerre et de chasse, et son illustration n'est pas près de finir. Quand l'arc aura cessé d'être employé comme agent de destruction, il restera comme instrument de récréation et de parade ; car la poésie a marié intimement l'arc et le carquois aux plus glorieux souvenirs de la mythologie païenne et tous deux sont également accessoires obligés du costume pittoresque et élégant des sauvages. L'arc

fait mieux que le fusil aux mains de la divinité. En Europe même et dans une foule de pays civilisés, où l'arc de guerre a fait place au fusil, il règne encore dans la sphère des plaisirs. Dans le nord de la France, aux portes de Paris même, il a enrégimenté à son service de nombreuses compagnies de *Chevaliers* qui le cultivent avec amour. L'arc fait et défait tous les ans plus de rois et d'empereurs que le fusil. Il indique à l'arme à feu meurtrière sa destinée future et sa mission pacifique pour les temps d'harmonie, où le démon de la haine ayant rendu le souffle, les innombrables armées ne se lèveront plus que pour aller porter aux contrées les plus déshéritées le secret du bonheur, la liberté, la richesse et les fêtes éternelles, doux fruits du travail attrayant.

Beaucoup de tribus de Peaux-Rouges ont accepté le fusil, qui n'ont pas pour cela renoncé à la flèche. Le chasseur sauvage de l'Oregon et des vastes prairies illustrées par Cooper, attaque toujours le bison à la flèche et à cheval. Les Jowais de la salle Valentino ont donné en 1845, à la population parisienne, un spécimen de leur adresse à se servir de l'arc, et je déclare franchement qu'après la danse des Bayadères, il n'est pas de spectacle qui m'ait plus remué l'âme que les exercices des Jowais. Vous souvient-il avec quelle fidélité admirable ces naïfs enfants de la nature imitaient l'ours et sa danse caractéristique, ses moindres mouvements et ses cris. C'est-à-dire que pendant une demi-heure, j'ai complètement oublié Paris et son public en affreux habit noir circulant autour de moi dans la salle, et que ces danses étranges, illusionnant mes sens, m'avaient transporté en esprit non loin des rives de l'ancien Meschacébé, père des eaux, au pays des Hurons, où j'assistais au retour triomphant du Renard-Subtil, après un massacre d'Anglais.

Le Cannibale tatoué de la Nouvelle-Zélande et de l'Océanie, sans refuser les bénéfices de l'arme à feu, est demeuré fidèle à l'arme de ses pères, arme empoisonnée et perfide, et silencieuse et commode à servir, et propice à l'assassinat. Le Boschman même chasse avec l'arc. Le Chinois, d'un autre côté, a renoncé à l'arquebuse pour reprendre l'arc en des temps déjà loin de nous. L'arc est destiné à vivre jusqu'à la consommation des siècles par sa légèreté et sa forme, par l'élégance et la simplicité de sa structure, parce qu'il n'a pas, comme l'arme à feu, de ces détonations désagréables à l'enfant et à la femme, parce que surtout la flèche est plus propre à la joute ; car la flèche, en même temps qu'elle constate mieux que la carabine la justesse du coup d'œil, exprime aussi la vigueur du bras qui l'a lancée, ce que ne fait pas la carabine. L'arme à feu est inerte et brutale comme une locomotive ; l'arc vivant et sensible comme un attelage de six coursiers fringants.

L'ancien continent, riche du chien qui partout protège l'homme de son dévouement et de sa vigilance et lui tient lieu de bouclier comme de glaive ; riche du cheval, du faucon et du fer, qui font des périls de la chasse un attrait et un jeu, l'ancien continent n'a jamais pu comprendre toute la portée des services de l'unique instrument de salut de l'Iroquois, de l'Océanien, du Caraïbe, son unique défense contre la faim, contre la dent des bêtes, surtout contre la dent de l'homme. Il a été prouvé, je crois, que l'homme n'eut jamais de plus dangereux ennemi que son semblable, *dans les pays privés du chien*. Il est à remarquer, d'ailleurs, que pour cette cause, sans doute, la Providence a su ménager à ces contrées déshéritées de l'auxiliaire pivot de l'homme, les grandes races d'animaux malfaisants. La Faune de l'Amérique et de l'Océanie ne possède que des moules réduits de l'éléphant, du lion, du tigre et du gavia. L'Amérique seule et l'Océanie ont pu comprendre l'arc et l'apprécier à toute sa valeur ; et c'est là seulement aussi que l'instrument homicide a pu recevoir tous ses développements.

A. TOUSSENEL.

(La suite à un prochain numéro).

On a reçu à Paris des nouvelles désastreuses de la Guadeloupe. A la suite de mesures réactionnaires prises par le gouverneur, le citoyen Fiéron, la population noire avait déserté ses ateliers en masse, et incendié quelques habitations.

Il est question de licencier les ouvriers qui travaillent à la canalisation de la Marne.

On lit dans l'*Echo du Midi* du 16 février :

« L'agriculture française vient d'enrichir son domaine d'un nouveau produit des plus importants.

« Ce produit si précieux est le chanvre de Chine (lo-ma-corchus), dont les graines ont été importées en France par M. Itier, membre de l'ambassade française en Chine, cultivé et naturalisé à Marseille par M. Garnier-Savatier. Ce chanvre, dont la reproduction est aujourd'hui assurée par les graines récoltées dans les meilleurs conditions voulues, s'élève jusqu'à sept ou huit mètres de haut ; la tige est de quinze à vingt centimètres de circonférence ; chaque pied produit de deux à trois kilogrammes de graines et fournit assez de fil pour faire plus d'un mètre de superbe toile de batiste supérieure en beauté et en qualité à celles qui s'obtiennent de nos produits français.

« Sa culture dans le midi de la France serait d'autant plus précieuse pour le pays qu'il lui fait un semblable climat pour sa fructification, et que toutes ses graines récoltées trouveraient une vente facile pour les autres contrées, où, quoique ne fructifiant point, il prospérerait également et fournirait au moins la même quantité de filaments. Le midi aurait donc un double avantage de production.

« Les superbes produits admis par le comice agricole de Marseille pour faire partie de l'exposition nationale qui aura lieu à Paris en mai prochain ont été présentés à la Société d'agriculture de Montpellier. La hauteur est de six mètres douze centimètres ; l'un des pieds est mâle et l'autre femelle, portant ensemble les graines qui y sont encore en partie adhérentes. »

Les ouvrières en corsets viennent de former une association. 145, rue St-Honoré.

Le premier numéro de la seconde année de l'*Avant-Garde*, journal des Ecoles, vient de paraître. Cette publication, rédigée dans un esprit franchement démocratique, mérite toute la sympathie de la jeunesse française, à qui elle s'adresse. L'*Avant-Garde* paraît le 10 de chaque mois. Prix de l'abonnement : 5 fr. par an pour Paris. Prix de chaque numéro : 50 centimes. En vente, passage du Commerce, 3.

— « —

Dimanche, 4 courant, paraîtra le premier pamphlet du citoyen Bernard-le-clubiste : *Tais-toi, Rodin !!!*

*Politique et socialisme à la portée de tous*, par Gabriel Mortillet, publication qui a obtenu un grand et légitime succès. Un petit livre tous les dimanches. En souscrivant 1 fr. 50 cent. pour 20 numéros, qui forment un volume complet, on les reçoit à domicile. S'adresser, à Paris, rue des Bons-Enfants, n. 1, ou envoyer un mandat, sur la poste, de 1 fr. 50 cent., à l'ordre du citoyen Mortillet. L'exemplaire pris au bureau coûte 5 centimes. Pour les personnes qui voudraient les distribuer et faire de la propagande, 2 fr. les 100 exemplaires.

LE BERGER DE KRAVAN, entretiens socialistes et démocratiques sur la République et les prétendans monarchiques, par Eugène Sue. Prix : 50 c. ; 12 exemplaires : 5 fr. — Dans cette brochure, la première d'une série de petits livres socialistes que M. E. Sue se propose de publier, l'auteur passe en revue la situation du peuple sous l'Empire, les deux Restaurations et le règne de Louis-Philippe. Il conclut énergiquement à la République, mais à la République démocratique et sociale.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.